

RESISTANCE SOCIALE

La République sera sociale ou ne sera pas !

Numéro 39

JUILLET-AOÛT 2006



Le mot de la Présidente



En cette fin d'été, qui a parfois des allures d'automne, à en croire certains, tout irait bien dans le meilleur des mondes. Sarkozy fait, paraît-il, un tabac avec son livre, Chirac et Villepin sont, paraît-il, requinqués grâce à la crise du Liban et à la courbe du chômage qui ne cesserait de baisser, Ségolène Royal continue, paraît-il, d'être la préférée des Français pour la prochaine Présidentielle et d'enregistrer les ralliements, Fabius continue son tour de France où, paraît-il, il parvient à rassembler plus d'auditeurs que ses concurrents socialistes.

Tout ce petit monde bouge, imperturbable, l'œil plus ou moins rivé sur les sondages, attentif à éviter tout ce qui pourrait nuire à l'obtention du but que chacune et chacun s'est fixé : la présidentielle de 2007.

On chercherait en vain, sur leurs blogs et autres sites Internet, un mot de compassion pour ces millions de Français qui ne peuvent partir en vacances, victimes du chômage et de la précarité, ou simplement faisant partie de ce qu'on appelle les « classes moyennes », gagnant de quoi vivre à peu près correctement toute l'année à condition de se priver de pas mal de choses.

La courbe du chômage diminue à en croire les statistiques mais au prix de combien de chômeurs radiés des livres de l'ANPE simplement parce qu'ils ont travaillé quelques heures dans le mois ?

Comme le souligne avec raison Jean-Paul BLOT, dans les colonnes de ce bulletin (voir pages 4 à 6), la précarité n'a cessé d'augmenter depuis trente ans alors que, dans le même temps, les plus riches n'ont jamais été aussi riches. Cette réalité là, les Villepin, Borloo et compagnie sont impuissants à la masquer. Et leurs fanfaronnades sur le thème « le chômage baisse », tout comme celles de Sarkozy sur celui de « la délinquance qui diminue », n'ont que peu de prises sur ce que pensent réellement les Français, qui n'ont pas besoin d'aller surfer sur le blog de Ségolène pour exprimer leurs désirs d'avenir.

Il suffirait pourtant à nos responsables politiques, au lieu de se prélasser dans leur hamac le temps d'un été, d'être, durant cette période, à l'écoute de ce que pense la France d'en bas, pour comprendre le décalage entre ce qu'ils feignent de croire leur vérité et la réalité. C'est bien parce qu'aucun homme ou femme politique n'a jusqu'à présent eu le courage d'agir sur cette réalité que les Français, à chaque élection, sortent les sortants.

On peut aimer ce petit jeu. On peut aussi, comme c'est notre cas, à Résistance Sociale, vouloir que cela change et qu'enfin nos compatriotes puissent se reconnaître dans une politique économique et sociale faite pour eux et non pour une petite minorité de privilégiés. Rêve, me direz-vous ? Peut-être. Mais n'est ce pas justement ce rêve qui a conduit des millions d'hommes et de femmes à croire au socialisme, cette idée de justice et de progrès social qu'on aimerait voir à nouveau portée par nos élites politiques ?

Au risque d'être traités d'incorrigibles idéalistes, nous sommes de ceux pour qui le combat vers ce que Jaurès nommait la République accomplie, ne constitue pas un combat vain ou inutile. La résistance ne se justifie que par son but ultime : la liberté retrouvée, celle vers laquelle nous voulons amener le peuple, non pas en le précédant, auto-investis d'une mission suprême, mais en faisant corps avec lui, en ayant l'humilité d'être à son écoute et de ne pas le prendre pour un ramassis de veaux, comme le faisait De Gaulle.

Marinette BACHE

SOMMAIRE

Cuba donne des ailes
à l'Amérique latine
(Pages 2 et 3)

Etre riche aujourd'hui
(pages 4 à 6)

Charte sur
l'organisation des
services publics en
milieu rural
(page 7)

Monsieur, il ne faut
pas tomber malade en
juillet/août
(page 8)



SOLIDARITE INTERNATIONALE

CUBA DONNE DES AILES A L'AMERIQUE LATINE
et des boutons aux « biens pensants » de tous les pays du monde
 Par Jacques DECAUX

La maladie de Fidel Castro ayant déclenché une déferlante médiatique contre le régime cubain, Résistance Sociale a demandé à Jacques Decaux, syndicaliste CGT, son point de vue sur ce que représente Cuba aujourd'hui, point de vue qui n'engage que son auteur.

« Cent millions d'enfants, de part le monde, dorment dans la rue, pas un seul n'est Cubain. Si Cuba a commis des erreurs, la première la grande, la définitive, l'inexcusable est celle-ci : faire une révolution à cent cinquante kilomètres des Etats-Unis. Nous subissons le blocus américain depuis quarante ans ! Pourtant, nous sommes toujours là, notre modèle fonctionne. Cela dit, je ne le recommande à personne car il n'est pas exportable ». **Fidel CASTRO** (11 août 2001 dans l'Etat de Bolivar au Venezuela, en compagnie de son ami Hugo CHAVEZ, Président du Venezuela).

La colère est, nous dit-on, mauvaise conseillère. Mais si une juste colère vous étreint, c'est une lâcheté de ne pas l'exprimer car tout soudain, elle devient une juste cause.

Ainsi, un jour de ce mois d'août, à l'écoute de France Inter le matin avant de partir travailler, je fus pris d'une hargne féroce contre un journaliste de notre radio nationale. Celui-ci, profitant de l'hospitalisation de Fidel Castro, se répandit (avec le courage bien connu des journalistes qui ne risquent pas la contradiction), en critiques acerbes contre le régime politique cubain. Ponctuant sa diatribe envers Fidel Castro, d'affirmations aussi définitives que non démontrées ou vérifiées, et d'insultes incantatoires tout droit sorties de la bouche des délinquants cubains réfugiés en Floride, ce journaliste bien connu des ondes radiophoniques nationales conclût sa satire caricaturale en parlant avec le plus grand sérieux du "dictateur Fidel Castro".



Charlie
Chaplin dans
« Le
Dictateur »

J'envoyais immédiatement un courriel furibond à France-Inter. Car, outre le fait que le journaliste en question n'a probablement jamais rien vu du film de Charlie Chaplin, convenons que mélanger dans un même sac Hitler, Pinochet, Franco, Mussolini (dans le désordre) et autres assassins emblématiques des régimes totalitaires et tyranniques (pour la plupart disparus avec le 20^{ème} siècle), avec un Castro, relève d'une malhonnêteté politique dont le but visé pourrait bien être de conditionner en douceur les esprits simples, à une action déterminante des Etats-Unis dans cette partie du monde qui résiste encore au capitalisme libéral.

Alors, pourquoi pas bientôt avec un Chavez ou un Morales ? Bush n'a-t-il pas lui-même affirmé qu'il n'entendait pas accepter ce qui est écrit dans la Constitution cubaine et, de chez lui (comme s'il était le maître de la planète), prétendu qu'il doit y avoir une transition vers un régime à la convenance des USA, **et qu'il prendrait note de ceux qui s'y opposeraient !**

Voilà une menace claire, un avertissement en bonne et due forme, relayés sur nos ondes de service public, par des journalistes imprégnés d'objectivité !

On comprend, cependant, l'irritation des dirigeants Américains. Un pays socialiste à une encablure de ses côtes, c'était déjà dur à avaler. Mais voilà que le continent sud américain est gagné par l'idée de gestion sociale, de Nation socialiste (nationalisations à l'appui), bref d'une forme de nationalisme de gauche résolu à la coopération avec ses voisins, ouvert à des collaborations économiques multiples, sociales et culturelles avec des pays comme la Libye, jusqu'alors interdits de fréquentation par les USA et leurs thuriféraires, dans cet axe du mal cher aux duettistes accouinés dans le mensonge et l'agression militaire, Georges Bush et Tony Blair.

Une seconde de retour en arrière !

Isolée et seule face aux Etats Unis, la grande île des Caraïbes est en guerre depuis quarante ans. Elle a vu des débarquements de mercenaires, des assassinats de dirigeants politiques ! "**The Guardian**", journal Britannique, affirme que Fidel Castro a échappé à plus de 600 attentats. On pourrait parler également des sabotages des installations stratégiques et de l'embargo économique.

Cuba doit toujours se protéger de son puissant voisin, et un pays ayant le souci permanent de se protéger, peut-il développer la démocratie et les libertés en toute quiétude ?

Et nos démocraties occidentales, toutes persuadées de l'exportabilité de leurs principes libéraux, toujours soucieuses de donner des leçons de bonne conduite, prêtes à intervenir "pour le bon droit" partout où Messieurs Kouchner et consorts appellent à l'interventionnisme sous prétexte humanitaire, continuent à taper à qui mieux mieux sur Cuba, Castro et son régime politique.

Comment la vie pourrait-elle être totalement rose à Cuba ? Jusqu'à aujourd'hui, la jeunesse n'avait guère d'espoir d'ascension sociale, tandis que la propagande occidentale leur faisait miroiter les étalages de marchandises qui n'attendent que le consommateur.

Mais le monde latino-américain bouge et le Venezuela, comme la Bolivie, se donnant démocratiquement les moyens politiques et économiques, de changer la donne dans leurs pays, ont intégré Cuba dans leur démarche vers le développement.

(suite page 3)



SOLIDARITE INTERNATIONALE

(suite de la page 2)

Première action déterminante, Chavez échange du pétrole contre des médecins et des moyens médicaux modernes. Des centaines d'enfants Vénézuéliens sont soignés à Cuba. Chavez ouvre de multiples centres de soins, l'espoir d'une vie meilleure commence à susciter l'intérêt de l'Amérique Latine, le vent semble tourner.



Hugo Chavez, Fidel Castro et Evo Morales
à Cuba le 29 avril 2006.

Le temps s'accélère et le 29 avril dernier, les Présidents de Cuba, du Venezuela et de la Bolivie signent un traité commercial des Peuples (CTP), et célèbrent le premier anniversaire de l'alternative Bolivarienne pour les Amériques (ALBA), un projet régional d'intégration économique et politique. Une façon de réaffirmer, un mois avant le sommet officiel, leur autonomie et leur opposition à la zone de libre-échange des Amériques concoctée par les Etats-Unis, et établir un véritable acte fondateur de nouvelles relations économiques.

A la Maison Blanche, Georges Bush et ses proches frisent l'apoplexie. Comment l'Amérique des Yankees pourrait-elle accepter qu'à Lima, à Bogota, à Mexico comme à Caracas ou à Managua, des peuples pensent à l'avenir autrement que sous la domination de l'Aigle Etats-Unien, et dégustent avec appétit l'espoir nourri par la réunion de La Havane.

Bien sûr, la riposte est connue. Washington poursuit sa stratégie d'un processus étape par étape, en signant des accords bilatéraux au coup par coup. C'est un vrai risque pour l'espérance naissante, les conditions imposées par les Etats-Unis étant très dures, le régime de Bush refusant nombre de principes fondamentaux du droit international. Mais c'est pourtant ce qui se prépare en Colombie, au Pérou et au Mexique où la fraude électorale aidant, les fidèles agents Yankees ont retrouvé leur fauteuil.

Attendons octobre et novembre, mois d'élections en Equateur et Nicaragua. Les travaux entrepris par Chavez, Morales et Castro porteront déjà des fruits dans leurs propres pays. Il ne serait pas étonnant que les Peuples constatent alors, que Fidel Castro, Hugo Chavez et Evo Morales ont mis en place une véritable alternative à la zone de libre échange voulue par Bush.

A quelques milles marins des Etats-Unis d'Amérique (la grande nation inutile, à la démocratie de façade), un peuple s'est libéré de la féodalité.

Pour les peuples Africains et asiatiques, Cuba a présenté un exemple de libération.

Pour les peuples d'Amérique Latine, Cuba (le Grand Frère), est en mesure de leur donner l'espoir tant ils peuvent mesurer les différences d'objectifs entre ce qui leur est offert et ce qui leur était imposé.

Dans quel autre pays du monde, les peuples peuvent-ils s'éduquer et se soigner gratuitement, s'alimenter et se cultiver librement ?

C'est si vrai, que la réalité de la nation Cubaine, avec tous ses problèmes, tous ses défauts et ses erreurs, donne néanmoins des ailes à l'Amérique latine et provoque le démarrage de l'émancipation des Peuples qui la constitue.

Les dirigeants du Venezuela, de la Bolivie, du Brésil, de l'Argentine et également du Chili dans une moindre mesure peut être, gouvernement des peuples qui fabriquent de l'espoir de changement.

Vainqueurs des coups d'Etats fomentés par collusions entre la presse privée, des syndicats achetés et de vieux partis politiques décatés, ces peuples là sont exemplaires.

Quel progressiste pourrait espérer que tous ces gens, si différents tout en appartenant au même continent, après avoir vaincu la misère (sans toujours réussir à endiguer la pauvreté), et détruit l'infamie de leurs anciens dirigeants, pourraient tomber dans le piège de la démocratie à l'occidentale, miroir aux alouettes où se brisent les rêves des Nations trompées ?

Si la France a montré le chemin en 1789, l'histoire nous apprend que la liberté, associée bien souvent à la seule idée d'échange marchand, est évidemment antinomique d'égalité et de fraternité ! Seule, la défense des libertés fondamentales (celle de la santé et de l'éducation gratuite pour tous, du travail reconnu comme valeur essentielle devant être rémunéré en conséquence et de la culture), sont redevables de considération car indispensables à chaque citoyen pour le respect et l'épanouissement du bien commun.

Notre révolution Française, l'essentielle, celle de l'égalité et de la fraternité, a échoué au profit de la révolution bourgeoise, celle de la liberté libérale.

C'est peut être ce que Cuba, après avoir beaucoup souffert, avec les pays d'Amérique Latine est en train de réussir, et sûrement ce qui déplaît aux journalistes bien pensants, du monde libéral.

- Documentation : L'Humanité Dimanche.
- Livre : CHAVEZ Présidente (Maurice Lemoine, journaliste au Monde Diplomatique)

PLACE AU DEBAT

ETRE RICHE AUJOURD'HUI !

Par J.Paul BLOT

Responsable politique parisien de « FORCES MILITANTES D & S »

Merci à Marinette de me donner la possibilité d'exprimer mon point de vue. Je ne prétends pas détenir la vérité et cette tribune libre n'engage que son auteur.

1- Introduction

En réfléchissant à ce que j'allais dire, il m'est apparu nécessaire de commencer mon propos par une citation de Friedrich ENGELS, tirée de sa préface du 30 Avril 1891 au livre de Karl MARX « Travail salarié et capital » :

« ...La difficulté contre laquelle échouaient les meilleurs économistes tant qu'ils parlaient de la valeur du « travail » disparaît dès que nous partons de la valeur de la « force du travail » et non de celle du « travail ». La force de travail est, dans notre société capitaliste actuelle, une marchandise comme toutes les autres, mais néanmoins une marchandise tout à fait spéciale. En effet, elle a la propriété particulière d'être une force qui crée de la valeur, une source de valeur et, notamment, par un traitement approprié, une source de plus de valeur qu'elle n'en possède elle-même. Dans l'état actuel de la production, la force de travail humaine ne produit pas seulement en une journée une valeur plus grande que celle qu'elle possède et qu'elle coûte elle-même ; à chaque nouvelle découverte scientifique, à chaque nouvelle invention technique, cet excédent de sa production quotidienne, s'accroît au-delà de ses frais journaliers, et, par conséquent, la partie de la journée de travail dans laquelle l'ouvrier tire de son travail l'équivalent de son salaire quotidien diminue, alors que la partie de la journée de travail pendant laquelle il est obligé d'offrir son travail au capitaliste sans être payé pour cela, augmente d'autre part... ».

Tel est pour un socialiste la définition de la valeur non pas « du travail », comme le pensent les économistes bourgeois, mais bien de la « force de travail ». S'il ne veut pas mourir debout au travail, le salarié doit faire en sorte d'obtenir un juste prix de « la force de travail », lui permettant de satisfaire les besoins nécessaires à la reproduction de sa « force de travail ». C'est le rôle du syndicat de permettre au salarié de se défendre contre l'exploitation, sous toutes ses formes, de la « force de travail » par l'employeur.

Le salarié est aussi un citoyen qui, s'il veut pouvoir vivre dans une société juste et égalitaire, doit d'abord briser les chaînes de l'exploitation capitaliste, réorganiser la société sur de nouvelles bases, celles du genre humain assurant son émancipation individuelle (refusant les dogmes et toutes les forces d'aliénation de la pensée créatrice) et sociale où l'égalité et la solidarité sont le ciment entre les hommes et non pas l'argent. L'appropriation collective des moyens de production reste toujours aujourd'hui le but d'un parti ouvrier au service de la classe ouvrière et de son émancipation, ce qui passe par l'existence d'un gouvernement du peuple par le peuple et pour le peuple, sans compromis possible avec les propriétaires des outils de production et leurs représentants politiques pour lesquels rien ne doit changer. Nous ne devons pas perdre de vue cette réalité sociale et politique qui reste la nôtre : l'émancipation sociale par l'instauration du Socialisme.

« Etre riche aujourd'hui » ne doit pas nous faire oublier que la planète n'est pas faite pour les pauvres, la misère et la déchéance de milliards d'individus .C'est une exigence morale et politique de sortir

l'humanité de son anéantissement pour le plus grand profit des riches et des nantis. La lutte de classes se doit de remettre les pendules à l'heure par et pour les plus démunis.

2- Il faut que cesse cette situation où les riches deviennent toujours plus riches

Mr. Bernard ARNAULT, première fortune française, patron et principal actionnaire du plus important groupe français d'industrie du luxe, LVMH (Louis Vuitton-Moët Hennessy), peut être satisfait. En 2005, il est passé du quinzième au septième rang de la liste des milliardaires en dollars que compte notre monde et qu'établit chaque année le magazine américain FORBES. **Le total de ses biens se monte à 21,5 milliards de dollars.** C'est là où un sentiment monstrueux de révolte et d'injustice nous saisit. Toujours en 2005, les bénéfices cumulés des entreprises cotées au CAC, l'indice phare de la Bourse de Paris, qui regroupe les plus grosses sociétés par actions françaises, ont fait un bond **de 50%**, passant de **57 milliards d'euros en 2004 à 85 milliards** . Dix de ces groupes ont enregistré les plus gros bénéfices de leur histoire. Cela démontre, s'il le fallait, que « le transfert des richesses s'est opéré au profit des actionnaires et au détriment des salariés » juge Mr. Jean PEYRELEVADE, qui préside actuellement aux destinées du Crédit Lyonnais, de Suez, de l'UAP et parle donc en connaissance de cause.

Comment en est-on arrivé là ?

« L'actionnaire, explique l'ancien Premier ministre, Michel Rocard, était le grand oublié de la période 1945-1975 dite des Trentes Glorieuses.....A travers les fonds de pension aujourd'hui, la représentation de l'actionnaire est devenue collective. Des dizaines de millions d'actionnaires silencieux sont maintenant intégrés à cette représentation. Et les bureaucraties d'actionnaires n'ont qu'un seul mandat, celui d'exiger au terme le plus proche le plus. Les préoccupations propres de l'entreprise disparaissent, et la pression se fait énorme , voire atteint les limites de l'absurde.

On se souvient de la consigne donnée par certains fonds de pension d'exiger une rentabilité de 15% du capital investi. Dans une économie en croissance de 3 ou 4, ou même 5% par an de profit distribuable, pour que quelques entreprises atteignent 15%, il faut que beaucoup d'autres fassent 0 ou meurent, et il faut surtout payer moins bien les salariés. C'est ce que le système fait depuis deux ou trois décennies ».

3- Dans le même temps les pauvres et les inégalités s'accroissent

A la 92^e Assemblée générale de l'Organisation internationale du travail, qui vient de se tenir en Juin sur le thème « La dimension sociale de la mondialisation », le rapport est accablant pour les tenants de l'économie mondialisée :

PLACE AU DEBAT

(suite de la page 4)

Le chômage et la pauvreté sont plus élevés que jamais !

En 2003, le nombre de personnes **sans travail** a atteint les 185,9 millions soit 6,2% de la population active totale dûment recensée. **Les jeunes**, c'est-à-dire les catégories comprises entre 15 et 24 ans, sont les plus touchés. Le rapport donne, pour ces catégories, 88,2 millions de chômeurs, soit 14,4% du total des chômeurs. Dans une telle situation, le **nombre des travailleurs pauvres ne cesse d'augmenter** : vivant avec un peu moins d'un dollar par jour, ils représentent officiellement 550 millions d'individus.

En Europe, quand les statistiques des PIB ne retentissent que de richesses, **les pauvretés** continuent d'occuper leurs immenses territoires. Aussi, les pays riches s'intéressent maintenant à leurs pauvres et aux dérives qu'ils révèlent dans leurs sociétés.

Ainsi, selon une étude de deux économistes français, 16% de la **population européenne** vivrait encore en dessous du seuil de pauvreté « monétaire », défini par un revenu inférieur à 60% du revenu médian du pays concerné (en France environ **17.000 euros**). Si, depuis vingt-cinq ans, d'incontestables progrès ont été réalisés au sein d'une tendance générale au recul, **les inégalités entre pays sont substantielles : plus de 20% de pauvres** en Grèce, en Slovaquie ou en Irlande (pourtant réputée pour son « boom », **11 à 12%** dans les pays scandinaves , aux Pays-Bas et en France.

Au-delà des statistiques, la pauvreté est surtout affaire de comparaison. Un pauvre chez les pauvres vit avec 2 dollars par jour, un pauvre en France avec près de vingt fois plus; un Allemand pauvre a un pouvoir d'achat de deux fois supérieur à celui d'un pauvre Portugais.

En France même, une autre étude de l'INSEE révèle que la baisse de la pauvreté a marqué un temps d'arrêt depuis 2002, alors que le niveau de vie statistique par individu avait augmenté de 70% depuis 1970. Mais, dans le détail, les bénéficiaires ont été principalement aux deux bouts de l'échelle : en haut, à travers les profits, en bas, grâce aux allocations. Il ne faut pas chercher ailleurs le sentiment d'appauvrissement relatif éprouvé par les classes moyennes qui font l'essentiel de la vie économique et sociale.

Plus intéressant encore, ce malaise est par ailleurs entrain de s'exprimer aux E-U, dont la pulsion d'ascension sociale est en train de s'ébrécher : non seulement les pauvres y sont désarmés, mais l'augmentation de la richesse globale de près d'un tiers enregistrée depuis sept ans a principalement profité aux plus riches.

4- En France, en vingt ans, le creusement des inégalités est incontestable

Il suffit de rappeler le propos, paru en février de cette année dans un quotidien, d'un ancien premier ministre que l'on connût moins bien inspiré, Michel ROCARD :

« Depuis une trentaine d'années le capitalisme subit une mutation profonde. Il a dramatiquement changé .Souvenons- nous : **1950-1975**. Croissance rapide en Europe, Amérique du Nord et Japon. Plein emploi à peu près partout. Quasi-disparition de la

pauvreté de masse en pays riches...Eh bien sûr, état de bien-être (ce qu'on a appelé à tort Etat-providence) florissant et efficace.

1990-2005, la croissance est ralentie partout bien qu'inégalement. La pauvreté de masse refait son apparition en pays riches. Un bon cinquième de la population active est frappé, en proportions inégales selon les lieux et les traditions locales, par le chômage, les rémunérations inférieures au seuil de pauvreté, et manque par là à sa fonction de consommation. « Les inégalités de revenus s'aggravent vertigineusement aussi bien à l'intérieur des nations qu'entre elles...A cela s'ajoutent, toujours en pays développés, la réduction sensible du champ des services publics et celle, partielle, de la fonction redistributrice de la Sécurité sociale. De ce fait, la fragilisation du travail et la réduction relative du niveau moyen des salaires par rapport au PIB entraînent des souffrances sociales plus grandes et moins compensées que par le passé ».

5- En France les inégalités devant l'emploi

En vingt ans le chômage de masse est devenu une donnée permanente.

Selon les chiffres officiels, il était de **8,3% en 1982**. Il est **aujourd'hui de l'ordre de 10%**. Chiffre sous-évalué en raison de plusieurs catégories de salariés supprimées par « les réformes » de l'assurance chômage dont ceux ayant travaillé un certain nombre d'heures dans le mois.

Une nouvelle inégalité face à l'emploi est apparue, **la précarité**, fruit du CDD, du temps-partiel non choisi, de l'intérim, de l'apprentissage , de l'alternance.

En 2003, ces contrats de travail particuliers concernaient, selon l'INSEE, **2,36 millions de salariés** soit près de quatre fois plus que vingt ans auparavant.

Selon certaines sources, près d'un quart, voire plus de la population active française serait soit à la recherche d'un emploi, soit occuperait un emploi qui n'en est pas un vrai.

Résultat des courses, la part de la population vivant de minima sociaux (RMI, minimum retraite, aide au logement, etc...) a augmenté. Elle était de 6% en 1980, elle est aujourd'hui d'environ 10%.

En France, le nombre d'allocataires au revenu minimum d'insertion (RMI) n'a cessé d'augmenter . fin Décembre 2005, on en comptait 1.112.400, soit 4,7% de plus qu'en 2004, qui recevaient **433 euros par mois**. En 2004, leur nombre avait enregistré une hausse record de 9,2% sous les effets conjugués de la remontée du chômage et du frein mis à son traitement social. Un nivellement par le bas

Les emplois à bas salaire, majoritairement occupés par les femmes et les jeunes, se sont également développés, passant de 11,4% des salariés en 1983 à 16,2% en 2002.

(suite page 6)

PLACE AU DEBAT

(suite de la page 5)

Le nombre de travailleurs pauvres – ceux gagnant un revenu inférieur aux deux tiers du salaire net moyen, a connu un mouvement similaire : ils étaient 11% en 1980, 18,4% en 1995, 16,6% en 2001. Enfin, de 1983 à 2002, les salaires ont, globalement, subi un nivellement par le bas. Le salaire moyen s'est rapproché du SMIC. Il est passé de deux fois et demi le SMIC à deux fois.

6-Pour conclure sur cet exposé considérant la rapacité toujours plus grande des capitalistes et leur enrichissement grandissant et à l'opposé, par voie de conséquence, l'appauvrissement de la « force de travail », quoi de plus actuel que ce texte de Marx, intitulé : « L'introduction au projet de programme pour le Parti ouvrier français de 1880 » ?

Voici cette introduction :

« Considérant,

- que l'émancipation de la classe productive est celle de tous les êtres humains sans distinction de sexe ni de race;
- que les producteurs ne sauraient être libres qu'autant qu'ils seront en possession des moyens de production (terre, usines, navires, banques, crédits, etc...);

- qu'il n'y a que deux formes sous lesquelles les moyens de production peuvent leur appartenir :

1- La forme individuelle, qui n'a jamais existé à l'état de fait général et qui est éliminée de plus en plus par le progrès industriel;

2- La forme collective, dont les éléments matériels et intellectuels sont constitués par le développement même de la société capitaliste ;

Considérant :

- que cette appropriation collective ne peut sortir que de l'action révolutionnaire de la classe productive ou du prolétariat organisé en parti politique distinct;

- qu'une pareille organisation doit être poursuivie par tous les moyens dont dispose le prolétariat, y compris le suffrage universel, transformé ainsi d'instrument de duperie qu'il a été jusqu'ici en un instrument d'émancipation;

les travailleurs socialistes français, en donnant pour but à leurs efforts l'expropriation politique et économique de la classe capitaliste et le retour à la collectivité de tous les moyens de production, ont décidé, comme moyens d'organisation et de lutte, d'entrer dans les élections avec les revendications immédiates suivantes, »

RAPPEL

**Vous êtes tous et toutes invité(e)s aux
IVèmes VENDEMIAIRES DE RESO
Le Samedi 21 octobre 2006
De 9h30 à 17h00**

THEME :

Remettre la question sociale au cœur d'un projet de gauche

Déroulé :

1^{ère} table ronde : POURQUOI LA GAUCHE A-T-ELLE DECU LE PEUPLE ?

** les atteintes aux services publics*

** la désindustrialisation, l'absence de politique de l'emploi*

** la stagnation des salaires, la régression sociale*

2^{ème} table ronde : SUR QUELS THEMES RASSEMBLER LE PEUPLE ? DE L'ANTI-LIBERALISME AU PROJET

** lutter contre Bruxelles et la mondialisation*

** une politique économique au service d'un projet social*

** lier luttes sociales et projet politique*

Avec des responsables politiques, des syndicalistes, des associatifs...

PLACE AU DEBAT

CHARTRE SUR L' ORGANISATION DE L' OFFRE DES SERVICES PUBLICS ET DES SERVICES AU PUBLIC EN MILIEU RURAL

Communiqué de la Convergence Nationale des Collectifs de défense et de développement des Services publics

Le Gouvernement vient de proposer la signature d'une Charte sur « l'organisation de l'offre des Services Publics et des Services au public en milieu rural » à l'Association des Maires de France, à 14 grands Opérateurs de Services ainsi qu'à tous les Organismes de protection sociale et aux réseaux consulaires.

L'événement a eu lieu le vendredi 23 juin et les Ministres concernés, Dominique de Villepin à leur tête, ont apposé la signature de l'État sur le document dont l'actuel chef de Gouvernement avait souhaité la rédaction rapide (!) à l'occasion du Congrès des Maires de France en novembre dernier.

La Convergence Nationale des Collectifs de Défense et de Développement des Services Publics tient à souligner que la publication et le discours de cette Charte constituent à la fois une prise en compte du mouvement qui s'est développé depuis l'année 2004 dans toute la France autour du mot d'ordre « Pour des Services Publics de qualité, partout, pour toutes et tous » ET une démarche en trompe l'œil destinée à conforter une stratégie gouvernementale de régression globale des politiques publiques, en matière de Secteur et de Patrimoine Publics et de Fonction Publique.

PRISE EN COMPTE: d'abord parce que dans le communiqué de Presse officiel annonçant la signature de la Charte, est clairement évoquée la révolte des Élus creusois d'octobre 2004 et surtout parce qu'y sont rappelés des Principes qui sont les fondements de l'action de la Convergence et qui ne faisaient guère l'objet, durant ces dernières années, dans le discours des Pouvoirs en place, de références répétées à propos des Services Publics. C'est ainsi que la Charte revendique clairement une ambition d'amélioration et de développement des Services Publics, au nom de l'égalité et de la solidarité. Les signataires de la Charte se fixent donc publiquement une OBLIGATION qui aujourd'hui est très loin d'être honorée, mais qui est une reconnaissance officielle :

1° du lien entre l'outil Services Publics et les besoins fondamentaux des populations

2° de la nécessité de doter ces mêmes Services Publics des moyens humains et matériels pour qu'ils soient efficaces

3° de leur vocation, par leur nature même, à garantir les valeurs fondatrices de la République.

Nous considérons qu'il s'agit là, dans le contexte général du discours dominant libéral, mais aussi de la dynamique installée à propos des Services Publics ces deux dernières années et du double rejet du TCE en 2005 et du CPE en 2006, d'un point d'appui important pour notre action et pour avancer dans le dépassement des contradictions entre de telles reconnaissances et le mépris des besoins réels sur le terrain.

A cet égard le texte gagnerait en crédibilité s'il faisait apparaître la notion de Droits à propos de la finalité des Services Publics. C'est bien parce qu'ils représentent un outil pour garantir des Droits qu'ils ne doivent pas se situer –une majorité de Françaises et de Français en sont convaincus- dans une logique de rentabilité commerciale, mais au contraire dans celle de l'exigence, partagée entre l'État, les Collectivités Territoriales et les Citoyens, d'en assurer le plein exercice par chacun, en toute liberté. Il en va ainsi de l'Éducation, de la Recherche et de la Culture, de la Santé, de l'Eau, de l'Énergie, de la Communication, des Transports, du Logement, de l'Industrie Pharmaceutique, du Crédit etc...L'exemple de la nécessaire intervention des Pouvoirs Publics dans certaines zones rurales pour assurer l'existence de moyens de ravitaillement en produits de première nécessité et de santé, est tout à fait significatif et montre bien les limites des vertus de « la main invisible du Marché » pour traiter également les citoyens en matière de satisfaction des besoins.

DEMARCHE EN TROMPE L'OEIL: parce qu'en même temps qu'est longuement développée la nécessité d'une concertation démocratique avec les Elus, rien n'est dit en matière de représentation directe des Usagers dans le fonctionnement des Services Publics et dans celui des dispositifs publics s'occupant des Services au publics et surtout parce que se poursuit jour après jour la réalisation d'orientations politiques et économiques fondées sur la mise en concurrence et la privatisation de tous les services, sur le désengagement de l'Etat, jusque dans les fonctions dites régaliennes, et sur une réduction systématique de l'emploi et du patrimoine publics, ainsi que des aides aux financements nécessaires pour les politiques publiques locales.

La Charte manifeste la volonté d'impliquer les Collectivités Territoriales dans un

processus de généralisation des pratiques de management à l'ensemble de la vie sociale, dont tous les aspects seraient soumis aux règles du commerce. Dans cette construction, dont la présentation et l'habillage idéologique ne sont pas sans habileté, les Préfets deviennent les grands animateurs et le pivot central des dynamiques locales en milieu rural, en cohérence d'ailleurs avec une décentralisation qui certes, met constamment en avant la responsabilisation des Elus, mais pour mieux les intégrer dans des systèmes de gestion où les partenariats public- privé deviennent la règle et qui, à terme, les conduiront à assumer des choix dont les déterminants décisifs échappent à leur contrôle.

Cette décentralisation est en fait une satellisation qui diminue constamment les marges de manœuvre des Elus et les positionnent eux aussi comme des « clients », amenés tous les jours à constater que les projets économiques, sociaux et culturels qui leur tiennent à cœur, peuvent s'effondrer en un clin d'œil à la suite d'une réunion de Conseil d'Administration décidant une fermeture ou une délocalisation d'entreprise.

La Charte évoque des garanties de concertation, manifeste un souci de répondre à des inquiétudes et réaffirme des principes républicains ; elle n'élude pas la question des moyens mais y répond de manière insuffisante et enfin elle ne lâche rien sur les orientations de fond en matière de réduction du rôle des Services et des Entreprises Publics, et des moyens mis à leur disposition.

Elle ne peut donc en l'état nous satisfaire ! A nos yeux la mystification la plus dangereuse –et donc la plus martelée – consiste à affirmer que la nature de l'outil qui rend le service n'a aucune importance, seule comptant la qualité du service rendu ! **Nous continuerons notre lutte afin de convaincre qu'au contraire, pour définir correctement les Missions des Services Publics à partir des Droits fondamentaux et pour que leur exécution réponde réellement aux besoins des populations, tout en préservant celles-ci de l'inégalité dans le service rendu selon les revenus, de la spéculation financière et des hausses abusives de tarifs, un vaste ensemble de Services Publics développés et démocratisés est nécessaire.**

Bernard DEFAIX
(Président de Convergence) - <http://www.v-s-p.org>

COUP DE GUEULE

« Monsieur, il ne faut pas tomber malade en juillet/août » Une infirmière.

Par Jean-Claude CHAILLEY

En ce 14 juillet, comme tous les week-end, je tourne en vélo sur la piste cyclable du Bois de Vincennes. Il est 11 H 45. J'ai le temps de faire un dernier tour puis de rentrer, prendre ma douche et regarder le Président à la télé. Un peloton me double. Un cycliste ne fait pas attention et me heurte. Je tombe violemment sur le goudron, les graviers. Des cyclistes se sont arrêtés. J'ai des plaies aux 2 mains, aux 2 jambes, un bras complètement arraché sur toute la longueur, mal à une épaule, à un mollet, une bosse à la tête. Je reste quelques minutes par terre, incapable de me relever. Mon vélo ne roule plus (en fait il est voilé, tordu de toute part et irréparable). Même ma chevalière est déformée.

L'érosion de la prise en charge des accidents

Il y a quelques années, comme les accidents sont fréquents, une camionnette de la Croix Rouge stationnait en permanence. Mais, maintenant, elle ne vient plus. Même l'humanitaire, qui est censé se substituer aux services publics, n'est plus ce qu'il était. Le cycliste qui m'a fait tomber appelle les pompiers avec son portable et me les passe. Le pompier me demande si j'ai perdu connaissance. Je réponds non. « Dans ce cas, on ne se dérange pas. Si ça va mal, rappelez nous ». Je me demande comment on fait pour appeler les pompiers quand on a perdu connaissance, mais je n'ai pas la force de discuter. J'apprendrai plus tard que les pompiers et la police ne se dérangeant plus que pour les cas très graves. Je suis à 3 kms de chez moi. Pas le choix. Je les fais à pied à petite vitesse, en boitant de plus en plus, le portable à la main, prêt à appeler. Puis je prends ma voiture car je n'ai pas d'autre solution et je vais aux urgences les plus proches. J'ai loupé Chirac.

Aux urgences : « le manque de personnel, c'est vrai de tout l'hôpital. Mais aux urgences c'est 10 fois pire »

Aux urgences, je n'ai pas besoin d'expliquer ma présence, il suffit de me regarder. A l'accueil, on s'excuse : «désolée, il va y avoir pas mal d'attente» «Combien ?» «Une heure, une heure et demie ». Un médecin me prend en charge, puis une infirmière fait les pansements. Il est 3H et demie. Elle m'explique «le médecin est à bout de forces, il n'a pas encore eu le temps de déjeuner». Est-ce la raison ? En tout cas, il oublie de me demander où j'en suis de la vaccination contre le tétanos (or, je suis hors délai ; il aurait du me faire faire un sérum immédiatement). L'infirmière me dit qu'elle n'est

guère en meilleure forme; elle n'a pu prendre ½ heure pour déjeuner que vers 14H30. Je lui dis : « il y a des problèmes de manque de personnel ? ». Elle me répond gentiment que je suis totalement à côté de la plaque. «Le manque de personnel, c'est vrai de tout l'hôpital. Mais aux urgences, c'est 10 fois pire» J'ai 5 jours d'incapacité. Je serai rappelé 2 fois aux urgences car, le lundi suivant, j'ai une plaie qui inquiète la doctoresse qui craint le tétanos et me prescrit des antibiotiques. Puis, elle me fait une ordonnance pour me faire panser par une infirmière tous les jours.

La traque à l'infirmière

J'habite Fontenay, une commune de la banlieue parisienne, plus de 50 000 habitants. Aucune infirmière disponible. J'essaie Vincennes (environ 50 000 habitants). Je finis par avoir quelqu'un qui me dit qu'il y a une permanence de 18H30 à 19 H. J'essaie Montreuil (100 000 habitants). Idem. Finalement, une infirmière de Saint Mandé me prend en surcharge pendant le déjeuner. Elle me dit « Monsieur, il ne faut pas tomber malade en juillet/août »

L'érosion de la médecine du travail.

Je travaillais dans une entreprise qui avait un service infirmerie avec un médecin attaché. Le service suivait et faisait les vaccinations. Le service a disparu ainsi que 75 % du personnel -. Maintenant il y a une visite à la médecine du travail (qui vient de passer d'un rythme annuel, à un rythme de 2 ans, et qui ne s'occupe pas des vaccinations). C'est pourquoi je me suis fait piéger sur le rappel du tétanos.

Des économies ?

Cet article est écrit le dimanche 23 juillet, donc 9 jours après l'accident. J'ai encore des pansements, mais ça va mieux. Par contre, est-ce les 3 kms à pied que j'ai été obligé de faire en boitant, j'ai un mollet fortement enflé et qui me fait mal. Il va peut-être falloir que je démarre une nouvelle traque pour le faire soigner. Mon médecin traitant est en vacances. Je ne sais pas trop comment me faire rembourser si je vais en voir un autre. Quant aux modestes économies réalisées ici et là, elles risquent de se transformer en dépenses supplémentaires.

Vous aussi refusez la résignation, adhérez à Résistance Sociale !!!

Le bulletin Résistance Sociale est une publication de RESO, association loi 1901

Siège social :

57 bd de Ménilmontant 75011 PARIS

Tel : 06 20 23 91 27

Site Internet :

<http://membres.lycos.fr/resistancesociale>

Courriel : resistance.sociale@laposte.net

Présidente de RESO et directrice de la publication : **Marinette BACHE**

NOM PRENOM :

ADRESSE :

.....

TEL : Portable :

E-mail :

J'adhère à Résistance Sociale et je verse 10 euros

Je m'abonne au bulletin « Résistance Sociale » et je verse 5 euros

À retourner à : RESO 57 BD DE MENILMONTANT 75011 PARIS
(chèque à l'ordre de Résistance Sociale)